



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Cofinancé par
l'Union européenne**

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE
L'IMMOBILIER**

**SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

**Relatif aux prestations d'accompagnement individualisé et d'appui à la
coordination des acteurs locaux pour l'intégration des bénéficiaires de la
protection internationale**

Le présent marché public a été passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1
et R. 2123-1 du Code de la commande publique

Le présent CCAP comporte les annexes suivantes :

Annexe 1	Marché subséquent type de l'accord-cadre
Annexe 2	Clauses contractuelles « RGPD » du ministère de l'intérieur
Annexe 3	Protection des informations – Confidentialité – Mesures de sécurité
Annexe 4	Engagement de reconnaissance de responsabilité
Annexe 5	Absence de conflit d'intérêt

1	GENERALITES	3
2	DISPOSITIONS GENERALES.....	3
2.1	CONTEXTE	3
2.2	OBJET DU MARCHE	4
2.3	PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE	4
2.4	ALLOTISSEMENT.....	4
2.5	FORME DU MARCHE.....	5
2.6	BENEFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3	DUREE DE VALIDITE ET DELAIS D'EXECUTION.....	7
3.1	DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE.....	7
3.2	DELAIS D'EXECUTION.....	7
3.3	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	7
4	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	8
5	REPRESENTATION DES PARTIES.....	9
5.1	L'ACHETEUR.....	9
5.2	LE TITULAIRE	9
5.3	LA SOUS-TRAITANCE	10
6	MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
6.1	EQUIPE DEDIEE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET MODALITES DE REMPLACEMENT	11
6.2	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	12
6.3	TRANSFERABILITE.....	12
6.4	PROPRIETE INTELLECTUELLE	13
6.5	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
6.6	PROTECTION DES INFORMATIONS – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE.....	13
7	MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION	13
8	MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX.....	15
8.1	FORME DU PRIX.....	15
8.2	CONTENU DU PRIX.....	16
8.3	VARIATION DU PRIX	17
9	MARCHES SUBSEQUENTS.....	19
9.1	PASSATION D'UN MARCHE SUBSEQUENT.....	19
9.2	CARACTERISTIQUES DES MARCHES SUBSEQUENTS	21
10	PENALITES – PRIMES	24
10.1	PENALITES	24
10.2	APPLICATION DES PENALITES	25
10.3	DECOMPTES DES PENALITES	25
10.4	PRIME.....	25
11	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	27
12	REGLEMENT	30
12.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	30
12.2	AVANCE.....	30
12.3	ACOMPTES.....	30
12.4	PAIEMENT	31
12.5	MODALITES DE FACTURATION.....	31
13	ENGAGEMENT ET RESPONSABILITES	34
13.1	ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS	34
13.2	ASSURANCE	34
13.3	CONFLITS D'INTERET	35
14	RESILIATION.....	36
14.1	CAS DE RESILIATION COMMUN A L'ACCORD-CADRE ET MARCHES SUBSEQUENTS	36
14.2	DECOMPTES DE RESILIATION.....	36
14.3	ABSENCE D'INDEMNISATION POUR RESILIATION DE MOTIF D'INTERET GENERAL	36
15	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	36
16	DIFFERENDS	37
16.1	MEDIATION	37
16.2	LITIGE	37
17	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	37

1 GENERALITES

Sauf mention contraire, le terme « Code », utilisé dans le présent document, fait référence au Code de la commande publique, adopté par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le sigle « MI », utilisé dans le présent document, désigne le ministère de l'Intérieur.

2 DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Contexte

L'augmentation importante du nombre de bénéficiaires de la protection internationale (BPI) depuis 2015 (plus de 660 000 BPI présents en France en 2024), l'intégration de ces personnes, destinées à rester durablement en France, et le constat de l'efficacité des programmes globaux existants, ont conduit à la volonté de donner la possibilité aux BPI les plus vulnérables de bénéficier d'un accompagnement global vers les droits, l'emploi et le logement. Suite à un arbitrage favorable du cabinet du Premier ministre en décembre 2021, il a été décidé de mettre en œuvre un programme d'Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés, autrement dit le programme AGIR, pour favoriser l'accompagnement vers l'emploi et le logement des BPI et assurer la synergie des dispositifs de droit commun et des dispositifs spécialisés.

Le programme AGIR a été déployé dans le cadre d'un marché public (Accord cadre national avec des marchés subséquents départementaux) pour garantir l'accès aux mêmes prestations sur l'ensemble du territoire hexagonal pour tous les BPI en besoin d'accompagnement.

Déployé en 3 phases (26 départements en 2022, 26 départements en 2023 et 40 départements en 2024, le programme est désormais opérationnel dans 94 départements et près de 23 000 BPI sont en cours d'accompagnement. Les départements de la Seine-et-Marne (77) et de la Seine-Saint-Denis (93) sont opérationnels depuis le mois de juillet 2025.

En raison des réductions budgétaires intervenues en 2024, des évolutions importantes ont dû être mises en place dont en particulier la limitation de la file active nationale annuelle moyenne à 25 000 BPI en 2025, sa déclinaison en files actives départementales plafonnées sur la base de critères socio-économiques (flux de BPI, taux de chômage, taux de logements vacants dans le parc social, présence induite dans le dispositif national d'accueil - DNA, présence d'un service de premier accueil des demandeurs d'asile - SPADA) et le recentrage du public éligibles sur les réfugiés les plus vulnérables (en situation de rue, non hébergés ou hébergés dans des dispositifs d'hébergement ne proposant pas d'accompagnement social).

Le premier accord cadre arrivant à échéance en juillet 2026, il est nécessaire de le renouveler pour plusieurs raisons :

- Pour assurer la poursuite et la pérennisation d'une politique d'intégration en faveur des réfugiés qui n'a pas encore pu se déployer pleinement et démontrer son efficacité ;
- Pour conforter la structuration de la politique d'intégration au niveau départemental, la mise en œuvre du programme ayant induit une rationalisation des programmes d'accompagnement et de leur financement, en faveur des étrangers primo arrivants, dont les réfugiés et permis le renforcement des synergies entre les acteurs locaux de l'intégration, institutionnels, en particuliers les services de l'Etat déconcentrés (préfectures et Directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités), les directions territoriales de l'OFII, les acteurs du Réseau pour l'Emploi, les collectivités territoriales dont les conseil départementaux gestionnaires du RSA), et associatifs ;
- Pour assurer la poursuite des accompagnements engagés en faveur des réfugiés les plus vulnérables ;
- Pour capitaliser sur les expériences acquises dans ce domaine par les directions territoriales de l'OFII, les services de l'Etat et les opérateurs associatifs ;

- Pour conforter un modèle et un cadre juridique qui allie pilotage national et mise en œuvre opérationnelle territoriale, avec un cahier des charges national adapté aux circonstances locales.

2.2 Objet du marché

Le présent l'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'accompagnement individualisé et d'appui à la coordination des acteurs locaux pour l'intégration des BPI.

2.3 Procédure de passation du marché

Le présent accord-cadre est un marché passé selon une procédure adaptée lancée en application des articles L. 2123-1 2° et R. 2123-1 3° du Code.

2.4 Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10, du Code, l'accord-cadre fait l'objet de lots juridiques distincts suivants, traités en marchés séparés :

Numéro du lot	Intitulé du lot
1	Auvergne-Rhône-Alpes
2	Bourgogne –Franche-Comté
3	Bretagne
4	Centre-Val de Loire
5	Grand Est
6	Hauts-de-France
7	Ile-de-France
8	Normandie
9	Nouvelle Aquitaine
10	Occitanie
11	Pays de la Loire
12	Provence-Alpes-Côte d'Azur + Corse

2.5 Forme du marché

Conformément au Code, le marché se présente sous la forme d'un **accord-cadre multi-attributaire donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents**.

En effet, les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées ne pouvant être définies à l'avance, il s'exécutera par la conclusion de marchés subséquents selon les besoins de l'acheteur.

L'accord-cadre est conclu **sans montant minimum** et avec les montants maximums en euro € suivants :

Lot(s)	Montant maximum en € pour la période initiale (2 ans)		Montant maximum en € par période de reconduction (2 ans)		Montant maximum en € pour la durée totale (reconductions comprises)	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
1	24 436 786,93 €	29 324 144,32 €	24 436 786,93 €	29 324 144,32 €	48 873 573,87 €	58 648 288,64 €
2	10 242 964,58 €	12 291 557,50 €	10 242 964,58 €	12 291 557,50 €	20 485 929,17 €	24 583 115,00 €
3	8 210 630,33 €	9 852 756,40 €	8 210 630,33 €	9 852 756,40 €	16 421 260,67 €	19 705 512,80 €
4	8 860 977,30 €	10 633 172,76 €	8 860 977,30 €	10 633 172,76 €	17 721 954,60 €	21 266 345,52 €
5	20 120 109,00 €	24 144 130,80 €	20 120 109,00 €	24 144 130,80 €	40 240 218,00 €	48 288 261,60 €
6	11 421 718,45 €	13 706 062,14 €	11 421 718,45 €	13 706 062,14 €	22 843 436,90 €	27 412 124,28 €
7	58 327 992,77 €	69 993 591,32 €	58 327 992,77 €	69 993 591,32 €	116 655 985,53 €	139 987 182,64 €
8	10 649 431,43 €	12 779 317,72 €	10 649 431,43 €	12 779 317,72 €	21 298 862,87 €	25 558 635,44 €
9	14 917 333,33 €	17 900 800,00 €	14 917 333,33 €	17 900 800,00 €	29 834 666,67 €	35 801 600,00 €
10	16 405 002,00 €	19 686 002,40 €	16 405 002,00 €	19 686 002,40 €	32 810 004,00 €	39 372 004,80 €
11	14 429 573,12 €	17 315 487,74 €	14 429 573,12 €	17 315 487,74 €	28 859 146,23 €	34 630 975,48 €
12	12 478 532,25 €	14 974 238,70 €	12 478 532,25 €	14 974 238,70 €	24 957 064,50 €	29 948 477,40 €

Les estimatifs de l'accord-cadre sont :

Lot(s)	Montant estimatif en € pour la période initiale (2 ans)		Montant estimatif en € pour la durée totale (reconductions comprises)	
	HT	TTC	HT	TTC
1	12 218 393,47 €	14 662 072,16 €	24 436 786,93 €	29 324 144,32 €
2	5 121 482,28 €	6 145 778,74 €	10 242 964,57 €	12 291 557,48 €
3	4 105 315,17 €	4 926 378,20 €	8 210 630,33 €	9 852 756,40 €
4	4 430 488,65 €	5 316 586,38 €	8 860 977,30 €	10 633 172,76 €
5	10 060 054,50 €	12 072 065,40 €	20 120 109,00 €	24 144 130,80 €
6	5 710 859,22 €	6 853 031,06 €	11 421 718,43 €	13 706 062,12 €
7	29 163 996,38 €	34 996 795,66 €	58 327 992,77 €	69 993 591,32 €
8	5 324 715,72 €	6 389 658,86 €	10 649 431,43 €	12 779 317,72 €
9	7 458 666,67 €	8 950 400,00 €	14 917 333,33 €	17 900 800,00 €
10	8 202 501,00 €	9 843 001,20 €	16 405 002,00 €	19 686 002,40 €
11	7 214 786,57 €	8 657 743,88 €	14 429 573,13 €	17 315 487,76 €
12	6 239 266,12 €	7 487 119,34 €	12 478 532,23 €	14 974 238,68 €

Le nombre maximum d'attributaires est de :

Lot (s)	Nombre maximum d'attributaires <i>(Sous réserve d'un nombre suffisant d'attributaires)</i>
1	6
2	7
3	5
4	6
5	7
6	6
7	5
8	5
9	8
10	8
11	4
12	7

2.6 Bénéficiaires de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est destiné à satisfaire les besoins des services déconcentrés de l'Etat aux niveaux régional et départemental en charge de l'intégration des BPI.

Les préfets de région via les plateformes régionales des achats de l'Etat de chaque lot régional concluent des marchés subséquents pour couvrir les besoins des services régionaux et départementaux en matière d'accompagnement des BPI et de coordination des acteurs locaux de l'intégration.

3 DUREE DE VALIDITE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée de validité de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification au titulaire pour une période initiale de **deux ans**, sauf si le montant maximum est atteint avant cette échéance.

Il sera ensuite reconductible une fois, pour une durée de deux ans au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint, ou au plus tard au terme d'un délai de deux ans à compter de sa date de notification ou de sa reconduction, le cas échéant. La durée totale, reconductions comprises, n'excédera pas quatre ans.

En cas d'atteinte du montant maximum, le titulaire sera informé de la mise en œuvre de la reconduction anticipée.

Chaque reconduction prendra la forme d'une décision tacite. Conformément aux dispositions du Code, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

En cas de non reconduction, l'acheteur en informe le titulaire trois mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et pour toutes les commandes passées avant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

3.2 Délais d'exécution

Les délais indiqués dans l'accord-cadre ou les marchés subséquents sont des délais calendaires.

De plus, tout délai d'exécution des prestations mentionné dans l'accord-cadre ou dans les marchés subséquents commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

En cas de retard d'exécution par rapport au délai global d'exécution, l'acheteur pourra appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent document.

3.3 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement imprévisible pour un opérateur diligent, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution bon de commande, dans le cas où le bon de commande arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 jours ouvrés. Il indique, par la même demande, à l'acheteur public la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur public dispose d'un délai de 15 jours ouvrés, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le bon de commande concerné n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

4 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent, ci-après par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement - propre à chaque lot - dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager la responsabilité de la société, le cas échéant, dans sa version remise après négociation ;
 - l'annexe 1 à l'acte d'engagement - propre à chaque lot - relative au bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complétée dans sa version remise après négociation ;

NB : l'onglet 2 relatif au détail quantitatif estimatif n'a pas de valeur contractuelle.

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - l'annexe 1 au CCAP relative au marché subséquent type de l'accord-cadre ;
 - l'annexe 2 au CCAP relative aux clauses « RGPD »
 - l'annexe 3 du CCAP relative à la protection des informations, à la confidentialité et aux mesures de sécurité ;
 - l'annexe 4 au CCAP relative à l'engagement de reconnaissance de responsabilité ;
 - l'annexe 5 au CCAP relative à l'absence de conflit d'intérêt.
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'accord-cadre (CCTP) et son annexe :
 - l'annexe 1 au CCTP relative aux indicateurs de suivi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G-FCS.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, [dans sa dernière version](#) * ;
- toutes les normes en vigueur correspondant à l'objet du marché * ;
- l'offre du titulaire, dans sa version remise après négociation le cas échéant.

*Ces documents sont supposés être connus par les opérateurs économiques et ne sont pas annexés au dossier de consultation des opérateurs économiques.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du titulaire puis durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Les exemplaires conservés par l'acheteur public font seuls foi en cas de litiges

NB : Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne font pas partie des documents contractuels.

5 REPRESENTATION DES PARTIES

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu à l'accord-cadre.

5.1 L'acheteur

5.1.1 Niveau de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, les interlocuteurs chargés de représenter l'administration centrale, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre sont les agents de la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN).

Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement en cas de nécessité.

Ces interlocuteurs ont la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission.

5.1.2 Niveau des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché subséquent, le bénéficiaire désigne un représentant, et son binôme, chargé du suivi de l'exécution des prestations.

Le bénéficiaire notifie toute modification de ses interlocuteurs au titulaire dans le mois suivant la modification.

Pour le suivi des marchés subséquents, l'interlocuteur du bénéficiaire est la personne en charge du pilotage du marché subséquent au sein de son organisation.

5.2 Le titulaire

5.2.1 Représentant du titulaire au niveau de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre ou le marché subséquent avec l'acheteur public.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne dès la notification de l'accord-cadre ou du marché subséquent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

Le(s) interlocuteur(s) désigné(s) par le titulaire, peut(vent) être remplacé(s) par une personne de niveau équivalent, dans l'un des cas suivants :

- sur demande expresse de l'administration en cas de non-respect des obligations de sécurité et de confidentialité définies en annexe du présent CCAP ;

- sur demande expresse de l'administration en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à 15 jours ouvrés ;
- sur demande du titulaire après accord de l'administration.

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par l'administration par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si l'administration ne le récusé pas dans un délai de 4 semaines à compter de la réception de la communication.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, en cas de récusation ou de remplacement, le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour proposer un interlocuteur disposant de compétences au moins équivalentes et ce, jusqu'à acceptation de la personne par l'administration.

Le nom des personnes habilitées sera notifié à l'acheteur public par écrit, et mis à jour en cas de remplacement temporaire ou définitif.

5.2.2 Le groupement d'opérateurs économiques

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

5.3 *La sous-traitance*

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

L'acheteur n'exige pas que le titulaire effectue certaines tâches.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'administration les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'administration devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

Même lorsqu'un sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct, il peut être rémunéré par le titulaire du marché. Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 338780 du 23 mai 2011, cette rémunération libère la dette du pouvoir adjudicateur à due concurrence. Cette mention figure dans le formulaire DC4.

6 MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Equipe dédiée à l'exécution des prestations et modalités de remplacement

6.1.1 Composition de l'équipe intervenante

Les attentes concernant la composition de l'équipe intervenante sont détaillées à l'article 2.3.4 du CCTP.

6.1.2 Modalités de remplacement

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché subséquent les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le remplacement d'une personne nommément désignée ou non s'exécute selon les modalités suivantes :

Le titulaire s'engage à informer le bénéficiaire de tout changement de personne affectée pour réaliser les prestations.

Dans le cas où cette (ces) personne(s) n'est (ne sont) plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le bénéficiaire et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au bénéficiaire un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent. Pendant la période de carence, le titulaire désigne un interlocuteur temporaire ayant une bonne connaissance des prestations.

Le (ou les) remplaçant(s) proposé(s) par le titulaire est (sont) considéré(s) comme accepté par le bénéficiaire si celui-ci ne le (les) récusé pas dans le délai de 10 jours ouvrés courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le bénéficiaire récusé le (les) remplaçant(s), le titulaire dispose de 10 jours ouvrés pour proposer d'autres remplaçants.

La décision de récusation prise par le bénéficiaire est motivée.

Les informations, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

À défaut de proposition d'au moins un remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le bénéficiaire, le marché subséquent peut être résilié sans indemnité.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.) et demeurent placés sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire même si les interventions sont exécutées dans les locaux du bénéficiaire ou d'un partenaire. Les instructions ayant trait à l'exécution de sa tâche seront données au personnel du titulaire sous le contrôle et avec l'accord de ce dernier.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire. Il lui appartient de mettre en œuvre dans les meilleurs délais un remplacement du personnel manquant sans impacter la qualité des prestations ni leur délai de réalisation.

6.1.3 Respect des principes de la République

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire de l'accord-cadre veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution des prestations s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer au ministère de l'intérieur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat.

Ce suivi peut prendre la forme :

- De comptes rendus semestriel du titulaire suite à ses actions correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité ;
- De réunions organisées entre l'acheteur et le titulaire, qui peuvent avoir pour objet de définir de mesures préventives ou correctives et/ou les modalités de suivi de ces mesures ;
- D'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'acheteur.

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur prononce la pénalité décrite à l'article 10.1 du présent document. En cas de manquements répétés ou d'un manquement d'une particulière gravité, l'acheteur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le respect des principes de la République peut être contrôlé dans le cadre de visites sur site du pouvoir adjudicateur destinées à vérifier la conformité des prestations mises en œuvre par les titulaires.

6.2 **Clauses environnementales**

En application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

En outre, le titulaire s'engage à utiliser, à minima, le matériel affichant un écolabel ou issu du réemploi, de la réutilisation, intégrant des matières recyclées qu'il a indiquées dans son offre.

Aussi, il s'engage à minima à respecter les moyens décrit dans son offre afin de limiter l'impact sur l'environnement des déplacements des équipes dédiées.

6.3 **Transférabilité**

En fin de l'accord-cadre ou du marché subséquent, le titulaire doit coopérer avec l'administration ou avec tout tiers désigné par celui-ci afin d'assurer une reprise rapide des prestations et sans désagrément pour l'utilisateur.

Cette clause, mise en œuvre soit dans le cas de la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent soit dans le cas de la fin normale du marché subséquent ou de l'accord-cadre, doit intervenir dans un délai de 1 mois avant cette fin.

Le titulaire doit remettre sous 15 jours calendaires suivant la mise en vigueur de la présente clause le plan de transférabilité (soit 15 jours avant la fin de l'accord-cadre).

Ce plan, d'une durée normale d'un mois, devra prévoir la défaillance du ou des nouveaux titulaires. Le cas échéant, le titulaire devra réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la continuité des prestations.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre titulaire et doit être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouveau titulaire.

Des réunions permettant l'élaboration et la mise en œuvre de cette réversibilité sont organisées, réunions auxquelles le titulaire est tenu d'assister.

La mise en place de ce plan de réversibilité ne pourra, en aucun cas, faire se prolonger les délais d'exécution des prestations.

6.4 Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats sont cédés à l'acheteur à titre exclusif. L'acheteur ne peut utiliser les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle que pour les besoins exprimés dans le marché. Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser les résultats y compris commercialement.

6.5 Protection des données à caractère personnel

Les éléments relatifs à cette clause sont décrits à l'annexe 2 au présent CCAP.

6.6 Protection des informations – confidentialité – mesures de sécurité

Les éléments relatifs à cette clause sont décrits à l'annexe 3 au présent CCAP.

7 MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

Toutes les modifications qui pourraient être apportées aux clauses de l'accord-cadre peuvent s'appliquer aux marchés subséquents en cours d'exécution à la condition de trouver son fondement dans l'une des modifications autorisées à l'article L. 2194-1 du CCP.

L'accord-cadre peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du CCP.

Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre introduit une clause de réexamen rendant possible :

7.1.1 Modification due à une évolution réglementaire ou législative

Dans le cas où les prestations initialement décrites dans l'accord-cadre initial ou le marché subséquent doivent faire l'objet de modifications à la suite d'une évolution réglementaire ou législative, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences de cette évolution.

Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendue nécessaire par l'évolution réglementaire ou législative.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre ou au marché subséquent soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

Une modification due à une évolution réglementaire ou législative ne pourra pas conduire à une modification de plus de 50 % du montant maximum de l'accord-cadre et du marché subséquent.

7.1.2 Modification due à un accord sectoriel

Dans le cas où un accord relatif à une revalorisation sectorielle imprévue à la date de remise des offres finales intervient dans le cadre de l'exécution des prestations, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences de cet accord.

La prise en compte de cette revalorisation sectorielle est bornée à ce qui est strictement nécessaire.

Ainsi, la durée d'application des prix modifiés par la prise en compte d'une revalorisation sectorielle prend fin à compter de la révision des prix prenant en compte dans son indice de révision ladite revalorisation sectorielle.

Une telle modification ne pourra pas conduire à une modification de plus de 50% du montant maximum de l'accord-cadre et du marché subséquent.

Sur proposition du titulaire modification est intégrée à l'accord-cadre ou au marché subséquent par acte modificatif au contrat (avenant).

Dans le cas où les modifications envisagées ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

7.1.3 Modification des indicateurs de suivi et de résultats

La modification des indicateurs de suivi et de résultat décrits dans l'annexe au CCTP pourra s'effectuer de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire des indicateurs à modifier, ajouter ou supprimer. Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendu nécessaire.

Ces modifications n'ont pas d'impact financier sur l'accord-cadre et seront intégrées à l'accord-cadre par ordre de service.

7.1.4 Modification livrables

La modification des livrables décrits dans les documents contractuels pourra s'effectuer de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire des livrables à modifier, ajouter ou supprimer. Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendue nécessaire.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre ou au marché subséquent soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Une modification des livrables ne pourra pas conduire à une modification de plus de 20% du montant maximum de l'accord-cadre et du marché subséquent.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

7.1.5 Modification des publics éligibles

La modification des publics éligibles pourra s'effectuer de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire la nouvelle définition des publics éligibles. Les modifications sont bornées aux bénéficiaires de la protection internationale.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre ou au marché subséquent soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Une modification des publics éligibles ne pourra pas conduire à une modification de plus de 20% du montant maximum de l'accord-cadre et du marché subséquent.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23.1 du CCAG-FCS.

7.1.6 Modification de la définition des sorties positives

La modification de la définition des sorties positives décrite 2.1.2 du CCTP pourra s'effectuer de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire de la nouvelle définition des sorties positives au regard de la mise en œuvre du programme. Cette modification n'a pas d'impact financier sur l'accord-cadre et sera intégrée à l'accord-cadre par note de service du pouvoir adjudicateur.

8 MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX

8.1 *Forme du prix*

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires fixés à l'annexe de l'acte d'engagement comme suit :

8.1.1 Prestation n° 1: Accompagnement individualisé des bénéficiaires de la protection internationale

- **Prix unitaire de l'accompagnement par bénéficiaire de la protection internationale (BPI)**

Le prix unitaire de la prestation n° 1 est un prix de référence correspondant au prix mensuel de l'accompagnement d'un BPI.

Ce prix varie en fonction de la durée de l'accompagnement dans les conditions suivantes :

- si la durée de l'accompagnement est inférieure ou égale à 12 mois, le prix correspond :
 - à 120 % du prix de référence ;
- si la durée de l'accompagnement se poursuit au-delà du 12ème mois, le prix de règlement correspond :
 - à 80 % du prix de référence à compter du 13^{ème} mois.

La durée maximale de la prestation d'accompagnement est de 24 mois.

Le titulaire est informé que tout mois entamé est dû.

- **Prix unitaire en cas de reprise exceptionnelle de l'accompagnement par bénéficiaire de la protection internationale (BPI)**

En cas de reprise exceptionnelle de l'accompagnement d'un BPI pour une durée de 12 mois supplémentaires et après instruction du représentant de l'Etat dans le département, le prix de règlement correspond à 120 % du prix de référence.

Le titulaire est informé que tout mois entamé est dû.

- **Prix unitaire en cas d'abandon d'un BPI**

Si l'abandon du BPI a lieu pendant les 12 premiers mois de son accompagnement, le prix unitaire correspond à 100 % du prix de référence. Au-delà du 12ème mois, les prix dégressifs s'appliquent en fonction de la durée de l'accompagnement.

Les situations suivantes sont également considérées comme un abandon du programme et facturées à 100 % du prix de référence pour un mois d'accompagnement :

- Le refus de signature du contrat d'engagement par le BPI à l'issue de son premier entretien ;
- La non-signature du contrat d'engagement par le BPI, en raison de son inéligibilité au programme, à l'issue de son premier entretien.

8.1.2 Prestation n° 2 : Appui à la coordination des acteurs locaux de l'intégration

La prestation d'appui à la coordination est un prix forfaitaire par département comprenant l'ensemble des prestations correspondantes.

Les prix de l'accord-cadre fixés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement sont des prix plafonds et peuvent être revus à la baisse dans le cadre des marchés subséquents.

8.2 Contenu du prix

Ces prix sont réputés complets et comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les charges fiscales frappant obligatoirement les prestations* ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle à titre exclusif.

Le prix TTC porté à cette annexe comprend toutes les taxes en vigueur à la date de son établissement.

* Sont applicables le ou les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le titulaire est informé que l'unité monétaire est l'euro.

8.3 Variation du prix

8.3.1 Modalités de révision du prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Les prix initiaux plafonds fixés à l'annexe financière de l'accord-cadre et les prix initiaux des marchés subséquents sont révisables.

Les prix initiaux des prestations sont réputés fermes et définitifs pour une période d'un an à compter de la notification du présent accord-cadre ou de la notification du marché subséquent. Ils peuvent être révisés annuellement, sur demande du titulaire, à compter de la date anniversaire de notification du présent accord-cadre ou du marché subséquent.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars de l'année 2025. Ce mois est appelé « mois 0 ».

Il est entendu que la valeur « 0 » de l'indice est de 119,2.

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_0 [0,50 + 0,50 * (Ind / Ind_0)]$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix ;

P₀ = prix initial ;

Ind = dernière valeur connue de l'indice « salaires mensuels de base – Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement », publié à l'INSEE sous l'identifiant 010562706 ;

Ind₀ = valeur de l'indice « salaires mensuels de base – Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement », publié à l'INSEE sous l'identifiant 010562706 au mois zéro

Les indices provisoires sont réputés définitifs.

Les prix issus de cette révision sont réputés définitifs.

Le calcul de la révision des prix incombe au(x) titulaire(s). Il dispose d'un délai d'**un mois** à compter de la date de révision des prix pour communiquer une demande de révision des prix faisant apparaître les indices et les modalités de calculs.

Pour une révision des prix de l'accord-cadre, la demande de révision des prix doit être transmise à l'adresse suivante : sailmi-execution@interieur.gouv.fr.

Si la révision des prix n'est pas communiquée dans le délai indiqué ci-dessus, le(s) titulaire(s) est réputé y renoncer. Il ne pourra alors y avoir d'application rétroactive de la formule de révision.

La valeur du coefficient ainsi que la valeur des indices utilisés pour son calcul sont validés par l'administration. Les prix révisés sont validés par l'administration.

En tout état de cause, en l'absence de demande du titulaire, si la révision des prix est en faveur de l'acheteur, celui-ci peut imposer au titulaire la révision des prix.

8.3.2 Modalités d'application des prix révisés

La révision des prix du marché subséquent s'applique à toute facture émise postérieurement à la date anniversaire de la notification du marché subséquent.

La révision des prix de l'accord-cadre s'applique à toutes les offres financières déposées dans le cadre des marchés subséquents postérieurement à la communication, par le titulaire, des montants plafonds révisés.

8.3.3 [Clause de sauvegarde](#)

Si l'application de la formule de révision conduit à une augmentation moyenne des prix (au regard du bordereau des prix unitaires) de 5 % ou plus, par rapport au prix de l'année N-1, l'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre ou le marché subséquent sans indemnité à la date du changement des prix ou de négocier avec le titulaire le taux de révision.

Si les deux parties parviennent à un accord, les nouveaux prix pourront être appliqués. Sans l'accord entre les parties, l'acheteur pourra résilier l'accord-cadre ou le marché subséquent sans indemnité à la date du changement de prix.

8.3.3.1 [Coefficient de révision](#)

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

8.3.3.2 [Prix révisés](#)

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (Exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (Exemple de calcul d'arrondi : 1,055. devient 1,06).

8.3.4 [Remplacement ou disparition de l'indice](#)

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié par l'INSEE ou, à défaut, de choisir un indice similaire.

En cas de remplacement de l'INSEE, si aucun indice de raccordement des deux séries n'est publié par l'INSEE, il sera calculé selon la méthodologie suivante :

- Prendre la dernière valeur définitive de la série arrêtée (V_a) ;
- Prendre la valeur définitive de la série poursuivante à la même date (V_{pd}) ;
- Calculer le coefficient de raccordement en effectuant l'opération suivante : V_a / V_{pd} et arrondir le résultat à quatre décimales ;
- Ensuite, pour prolonger l'ancienne série, multiplier les indices de la nouvelle série par le coefficient de raccordement et arrondir les résultats à une décimale.

Le nouvel indice choisi par les parties sera acté par voie d'avenant à l'accord-cadre au marché.

9 MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents concernent les deux prestations prévues par l'accord cadre pour lesquelles le pouvoir adjudicateur remettra en concurrence les titulaires de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents sont passés au niveau régional pour chaque lot concerné par les plateformes régionales des achats.

9.1 Passation d'un marché subséquent

9.1.1 Réunion de pré-information

Le pouvoir adjudicateur au titre du marché subséquent se réserve la possibilité d'organiser, avant tout lancement d'un marché subséquent, une réunion de pré-information avec les titulaires du lot de l'accord-cadre dont dépend le marché subséquent objet de la consultation. Cette réunion a lieu dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique (égalité de traitement des titulaires du lot concerné, transparence du dispositif et liberté d'accès aux marchés publics).

Ce type de réunion a pour objectif de présenter aux titulaires les principales caractéristiques techniques / contractuelles / volumétriques du projet (sans engagement du pouvoir adjudicateur), permettant aux titulaires d'anticiper la charge à mobiliser pour répondre à la consultation et pour exécuter les prestations en cas d'attribution.

Le diagnostic pré-opérationnel actualisé visé à l'article 2.3.1 du CCTP, réalisé préalablement au lancement du marché subséquent, est à disposition des titulaires du lot de l'accord-cadre dont dépend le marché subséquent objet de la consultation.

9.1.2 Délais de passation

Les marchés subséquents peuvent être conclus jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils sont conclus au fur et à mesure de la survenance des besoins des services déconcentrés de l'Etat.

9.1.3 Contenu du dossier de consultation

Lors de la remise en concurrence, le dossier de consultation de chaque marché subséquent comporte *a minima* :

- La lettre d'invitation à remettre une offre comportant notamment :
 - La référence de l'accord-cadre ;
 - Le numéro de la consultation ;
 - Le nom et les coordonnées du bénéficiaire ;
 - Le montant estimé et maximum des prestations ;
 - La cible plafond de file active pour le ou les département(s) concerné(s) résultant des autorisations de crédits de la dernière loi de finances connue, pour la première année de passation du marché (accompagnée de cibles plafonds indicatives pour les années suivantes). Chaque nouvelle année, en cas de modification de la cible plafond départementale, le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire au plus tard une semaine après le vote de la loi de finances la nouvelle cible ;
 - Le nombre de départements relevant du marché subséquent ;
 - La date et l'heure maximum de remise des offres ;
 - Les critères d'attribution du marché subséquent et leur pondération ;
- Un marché subséquent, comprenant une annexe financière à compléter dans le respect des prix plafonds de l'accord-cadre.

Pour chaque remise en concurrence, une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis aux titulaires de l'accord-cadre.

9.1.4 Délai de validité des offres remises lors d'une consultation

Le délai de validité des offres présentées lors d'une consultation pour la passation d'un marché subséquent est fixé à **9 mois maximum** à compter de la date limite de réception des offres. Elle est précisée par la lettre d'invitation.

9.1.5 Variantes lors d'une consultation

Les variantes ne sont pas autorisées.

9.1.6 Obligation de réponse à un marché subséquent

Le titulaire de l'accord-cadre a une obligation de réponse à l'ensemble des consultations en vue de la passation d'un marché subséquent, sous peine de pénalités prévues dans le présent document.

Le cumul de non-réponse ouvre pour le pouvoir adjudicateur la possibilité de résilier l'accord-cadre.

Son offre est remise selon les modalités indiquées dans la lettre d'invitation.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à ne pas proposer dans une offre des prix supérieurs aux prix plafonds sur lesquels il s'est engagé dans l'annexe financière de l'accord-cadre.

9.1.7 Désistement à un marché subséquent

Le titulaire de l'accord-cadre, qui ne peut pas soumettre d'offre du fait que celle-ci ne couvre pas le ou les département(s) objet du marché subséquent, informe l'administration. Ainsi, ce désistement n'est pas considéré comme une absence de réponse et n'est comptabilisé ni pour l'application des pénalités ni pour l'application des règles d'éviction pour plusieurs absences de réponses.

Dans tous les cas, le titulaire doit impérativement motiver son absence d'offre, justifications formelles à l'appui.

Cette information, justification formelle à l'appui, doit parvenir à l'administration, au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres. Faute de motivation satisfaisante ou dans le cas où cette information ne parviendrait pas dans le délai imparti, le titulaire de l'accord-cadre est considéré comme manquant à son obligation de réponse.

9.1.8 Délai de remise des offres à un marché subséquent

Le délai de remise des offres est précisé à chaque consultation dans la lettre d'invitation et tient compte des contraintes du bénéficiaire et de la complexité de la demande, et ne peut être **inférieur à quinze (15) jours calendaires**.

Les offres parviendront au plus tard à la date et à l'heure limites dûment indiquées dans la consultation sous peine de rejet de l'offre.

9.1.9 Contenu de l'offre du titulaire lors d'une consultation pour un marché subséquent

Le contenu de l'offre du titulaire comporte *a minima* :

- un mémoire technique comprenant notamment :
 - une description de l'équipe dédiée (*Adéquation aux besoins d'accompagnement des BPI et d'animation des partenaires*);
 - une description méthodologie (*Réseau des partenaires et modalités d'animation et d'accompagnement des BPI, prise en compte des problématiques propres aux territoires*)
 - une description des moyens techniques et logistiques (*Localisation, qualité des locaux et équipements mobilisés*)
- une offre financière

9.1.10 Critères de jugement des offres

L'analyse des offres déposées dans le cadre d'un marché subséquent devra se faire selon les critères suivants :

Valeur technique	60%
Qui se décompose en sous-critères portant sur :	
Sous-critère n°1 : Equipe dédiée (Adéquation aux besoins d'accompagnement des BPI et d'animation des partenaires)	
Sous-critère n°2 : Méthodologie (Réseau des partenaires et modalités d'animation et d'accompagnement des BPI, prise en compte des problématiques propres aux territoires)	
Sous-critère n°3 : Moyens techniques – logistiques (Localisation, qualité des locaux et équipements mobilisés)	
Prix	40%

9.1.11 Négociations des marchés subséquents

Après un premier examen des offres, l'acheteur du marché subséquent, se réserve le droit d'engager, ou non, des négociations, **en un (1) voire en deux (2) tours maximum**, avec les trois premiers soumissionnaires (ou moins si le nombre de soumissionnaire est inférieur à trois) arrivés en tête à l'issue d'une première analyse des offres.

9.1.12 Attribution des marchés subséquents

Conformément aux dispositions du Code, les offres sont classées par ordre décroissant et celle qui est la mieux classée est retenue.

Les titulaires non retenus reçoivent un courrier portant rejet de l'offre par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Chaque marché subséquent est notifié au titulaire retenu, accompagné d'une copie conforme du marché subséquent.

9.2 Caractéristiques des marchés subséquents

9.2.1 Forme

Conformément au Code, le marché se présente sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Les marchés subséquents sont conclus **sans montant minimum** et avec le montant maximum en euros (€) précisé dans les marchés subséquents.

9.2.2 [Périmètre des marchés subséquents](#)

Les marchés subséquents couvrent les besoins d'un département d'un lot, sauf dans un cas dans le lot 9 (Nouvelle-Aquitaine).

Dans le lot 9, un marché subséquent couvre les besoins de trois départements, la Corrèze, la Creuse et la Haute-Vienne.

9.2.3 [Réunion de démarrage \(lors de la mise en œuvre / exécution du MS\)](#)

Une réunion de démarrage devra être réalisée après la date de notification du marché subséquent entre les différents représentants des parties au niveau des marchés subséquents.

L'objet de cette réunion est notamment de :

- préciser les modalités et délais de déploiement du programme;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à réaliser ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- agréer le mode de reporting que le titulaire aura présenté dans son offre, en particulier *mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions du comité opérationnel départemental et des réunions techniques, nature et formalisme des comptes rendus, etc.* ;
- rappeler l'obligation de renseigner le système d'information AGIR dès prise en charge des bénéficiaires afin d'assurer le suivi statistique précis des indicateurs du déploiement du programme et de transmettre dans les délais impartis l'ensemble des pièces justificatives au titre de la subvention FAMI ;
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation de l'administration envers le titulaire.

Durant cette réunion, le bénéficiaire présente au titulaire son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports, etc.) relatives au marché subséquent.

9.2.4 [Prix des marchés subséquents](#)

Chaque marché subséquent sera conclu à bon de commande dont les prix seront renseignés dans un bordereau des prix unitaires (BPU) propre au marché subséquent. Les prix initiaux du marché subséquent sont inférieurs ou égaux aux prix plafond de l'accord-cadre.

9.2.5 [Durée et délais d'exécution des marchés subséquents](#)

9.2.5.1 [Corrélation avec l'accord-cadre](#)

La conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de celui-ci.

La durée de validité du marché subséquent peut s'achever au-delà de la période de validité de l'accord cadre, dans une limite de 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

9.2.5.2 [Durée des marchés subséquents](#)

Le marché subséquent est conclu à compter de sa date de notification au titulaire pour une période initiale de **1 an**, sauf si le montant maximum est atteint avant cette échéance.

Il sera ensuite reconductible trois fois, pour une durée de 1 an au plus tôt à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint, ou au plus tard au terme d'un délai de 1 an à compter de sa date de notification ou de sa reconduction, le cas échéant. La durée totale, reconductions comprises, n'excédera pas quatre ans.

Chaque reconduction prendra la forme d'une décision tacite. Conformément aux dispositions du Code, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

En cas de non reconduction, l'acheteur en informe le titulaire trois mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et pour toutes les commandes passées avant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

9.2.5.3 Délais d'exécution

Les modalités et délais de déploiement du programme seront précisés lors de la réunion de démarrage.

Il est rappelé que l'exécution des prestations n° 1 et n° 2 courent à compter de la date de notification du bon de commande ou de la date mentionnée dans ce dernier

Les délais indiqués dans le présent document sont des délais calendaires.

De plus, tout délai d'exécution des prestations mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

9.2.6 Modalités de passation d'un bon de commande

Les bons de commande sont émis au niveau départemental ou régional.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder **6 mois**.

Les commandes sont passées selon les besoins, en référence à l'annexe financière du marché subséquent, par le moyen d'un bon de commande qui comportera :

- La date d'émission du bon de commande ;
- La date de début d'exécution des prestations ;
- La durée d'exécution ;
- Les références de l'accord cadre et du marché subséquent ;
- La désignation des prestations concernées ;
- La quantité totale des prestations (1 et 2) commandée ;
- Les prix unitaires H.T. et T.T.C. ;
- Le montant total HT et TTC ;
- les numéros d'engagement juridique du marché subséquent et du bon de commande ;
- L'ordonnateur donnant ordre de payer.

La notification des bons de commande donne lieu un envoi dématérialisé.

Le titulaire accuse immédiatement réception du bon de commande par les mêmes moyens.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, il dispose toutefois d'un délai de 5 jours à compter de la date de la date de notification du bon de commande pour adresser à l'administration toute observation relative à celui-ci. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir accepté sans réserve les conditions.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

L'acheteur peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande. Il notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis de deux semaines calendaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché subséquent.

En outre, le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le bon de commande et strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon les modalités fixées à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

9.2.7 Arrêt d'un marché subséquent

L'acheteur peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'un marché subséquent.

Il notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis de deux semaines calendaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

L'arrêt d'exécution des prestations d'un marché subséquent ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre et ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon les modalités fixées à l'article 43.2 du CCAG-FCS

10 PENALITES – PRIMES

10.1 Pénalités

Objet de la pénalité	Montants de la pénalité
Non-réponse à un marché subséquent	Sans préjudice des dispositions de l'article 9.1 du présent document, toute absence de réponse non justifiée à une consultation en vue de la passation d'un marché subséquent donne lieu à une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 500 euros HT.
Non-respect des obligations environnementales	En cas de non-respect des obligations environnementales, le titulaire, celui-ci encourt, une pénalité de 50 euros HT par manquement constaté.
Méconnaissance des obligations de respect des principes de la république	En cas de méconnaissance des principes de la république (<i>ex : organisation de l'accueil du public différenciée sur la base du genre, la nationalité ou de la religion</i>), le titulaire encourt une pénalité de 10 000 euros HT par manquement constaté.
Non-conformité des locaux	En cas de non-conformité des locaux avec les exigences de de non-discrimination, de neutralité et de laïcité imparties au service public, le titulaire encourt une pénalité de 10 000 euros HT par manquement constaté.
Absence de livraison des livrables dans le cadre du suivi national et européen	En cas d'absence de transmission des livrables dans le cadre du suivi national et européen, le titulaire encourt une pénalité de 2 000 euros HT par livrable manquant.
Retard dans le déploiement du programme	Lorsque le délai de déploiement du programme (<i>6 semaines à compter de la notification du marché subséquent ou de la date de la réunion de démarrage</i>) est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 3 500 euros HT par semaine de retard.
Retard dans la prise en charge	Lorsque le délai de prise en charge des BPI (<i>1 mois à compter de leur orientation vers le programme AGIR pour un premier entretien d'évaluation de leurs besoins et la signature de leur contrat d'engagement</i>) est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 100 euros HT par semaine de retard et par bénéficiaire.

Retard dans la livraison des livrables	Lorsque le délai de livraison des livrables est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 100 euros HT par livrable et jour de retard.
Retard dans la mise en place des mesures correctives concernant le ratio d'accompagnement	Lorsque le délai de mise en place des mesures correctives pour retrouver un ratio d'accompagnement (2 mois à compter de la constatation de la dégradation du ratio) est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 1 500 euros HT par semaine de retard.
Retard transférabilité	Lorsque le délai de transférabilité (15 jours à compter de la demande de l'administration) est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 3 500 euros HT par semaine de retard.

10.2 Application des pénalités

L'ensemble des pénalités susmentionnées sont cumulables.

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités au titre de l'accord-cadre ou des marchés subséquents sont applicables de plein droit avec une phase contradictoire préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités sont plafonnées à 25 % du montant HT des marchés subséquents pour laquelle le manquement a été constaté.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, l'ensemble des pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités.

10.3 Décomptes des pénalités

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture ou par l'émission d'un titre de recette.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

10.4 Prime

Est institué au titre du présent accord cadre un dispositif de primes au bénéfice du titulaire (par marché subséquent), dont le régime est décrit ci-dessous.

Ces primes ne sont pas versées aux titulaires à l'encontre desquels une des pénalités fixées à l'article susmentionné du présent a été appliquée au cours de l'année évaluée.

10.4.1 Les primes de sorties positives en emploi et en logement

Une prime est assortie à chaque sortie positive du programme AGIR d'un BPI.

Cette prime correspond à 50 % du prix de référence de la prestation 1.

Elle est versée une fois par an au premier trimestre de l'année N+1.

La sortie positive s'entend lorsque les conditions suivantes sont cumulées :

- Condition n°1 : l'accès d'un ménage à un logement dans lequel un BPI peut s'installer durablement et de façon autonome (bail signé dans le parc social ou privé), à savoir :
 - un logement dans le parc social (bail direct) ;
 - un logement dans le parc privé dont les logements en bail direct, les logements mobilisés dans le cadre d'un mandat de gestion et les logements mobilisés dans le cadre de l'intermédiation locative en sous location (le contrat de sous-location est considéré comme un bail) ;
 - un logement en résidence sociale (le contrat d'occupation est considéré comme un bail) ;
 - un logement en foyer de jeunes travailleurs (le contrat d'occupation est considéré comme un bail) ;
 - un hébergement chez un tiers, soit le père et/ou la mère, soit son conjoint, soit l'un de ses enfants, avec production d'un certificat d'hébergement du tiers. En cas d'hébergement par le père ou la mère ou l'un de ses enfants, le lien de parenté doit être vérifié. En cas d'hébergement par le conjoint, il faut faire en sorte de modifier le bail pour que le nom du BPI hébergé y figure.
- Condition n°2 : l'accès d'un BPI à une formation qualifiante ou certifiante, la signature d'un contrat en alternance ou l'accès à un emploi durable (contrat à durée indéterminée ou contrat à durée déterminée d'au moins six mois).

Sont également considérées comme des sorties positives en emploi :

- le cumul de plusieurs CDD, contrats saisonniers et contrat d'intérim de moins de six mois sur une durée totale de plus de six mois, si cela est un choix assumé par le bénéficiaire par la production d'une attestation confirmant ce choix ;
- les contrats d'insertion CDDI (SIAE) de quatre mois ou plus s'il est suivi d'un contrat dans une autre SIAE, d'une formation ou poursuite de formation ou d'un contrat (CDD) dans une autre structure non aidée ;
- les créations d'entreprises, y compris en qualité d'auto-entrepreneur, sous réserve de la pérennité de l'entreprise et de la viabilité de l'emploi après six mois.

Les primes de sorties positives sont également accordées au titre des situations particulières suivantes :

- les BPI en sortie positive à l'égard du logement et dont les droits ont été sécurisés mais qui ne sont pas en recherche d'emploi en raison de leur situation : retraite, étudiants en formation universitaire ou en DU Passerelle accédant à un logement CROUS ou un autre type de logement, situation de grossesse / naissance ;
- les BPI en sortie positive à l'égard de l'emploi/formation et dont les droits ont été sécurisés et qui à l'entrée dans le programme disposaient d'un logement tel que défini plus haut et y résident toujours ;
- les BPI accédant à des logements de coordination thérapeutique (notamment le dispositif « Un Chez Soi d'Abord » et qui n'accéderont pas à un emploi ou une formation ;
- un déménagement du BPI vers un autre département avec accès concomitant à un logement et un emploi/une formation ;
- les BPI accédant à des solutions en emploi et en logement sur deux départements différents. Par ailleurs, dans le seul cas des départements présentant une saturation de leur disponibilité en logements, l'opérateur AGIR peut se rapprocher de l'opérateur d'un département contigu ou voisin pour envisager une solution sur ces deux départements, l'un permettant l'accès à l'emploi et l'autre assurant l'accès au logement. Dans ce cas, les deux opérateurs impliqués bénéficient de la prime.

10.4.2 Les primes de sorties en emploi ou en logement uniquement

Cette prime s'applique pour chaque bénéficiaire remplissant à sa sortie du dispositif seulement l'une des deux conditions citées à l'article 10.4.1 et ne relevant pas des situations particulières précitées au même article.

Cette prime correspond à 25 % du prix de référence de la prestation 1.

Elle est versée une fois par an au premier trimestre de l'année N+1.

11 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues ci-dessous.

En l'absence d'indication, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités définies par la suite.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'acheteur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.

Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des stipulations ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Les contrôles de quantité et de qualité ont pour objet de vérifier que la quantité et la qualité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux documents contractuels et s'appliquent sur l'ensemble du périmètre et des prestations du présent accord-cadre.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives et inversement.

Par dérogation au chapitre 5 du CCAG-FCS, la constatation de l'exécution des prestations se réalise selon les modalités suivantes :

Prestations	Modalités de vérifications	Délais de vérifications	Décisions	Phase contradictoire	Action du titulaire à la suite de la décision
Prestation n° 1 « Accompagnement individualisé des bénéficiaires de la protection internationale »	Les opérations de vérification sont réalisées trimestriellement au regard du rapport au tableau des indicateurs de suivi (« baromètre AGIR » et/ou données de suivi internes du titulaire) et des pièces justificatives transmises par département couvert.	30 jours ouvrés à compter de la livraison du tableau des indicateurs et des pièces justificatives correspondantes Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.	Admission	/	Présenter la demande de paiement
			Ajournement	Dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement : <ul style="list-style-type: none"> - Accepter l'ajournement - Refuser l'ajournement Le silence gardé durant ce délai vaut refus de l'ajournement	Présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de l'acceptation de l'ajournement
			Réfaction	Dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'admission avec réfaction : <ul style="list-style-type: none"> - Accepter la réfaction - Formuler des observations sur lesquelles l'acheteur prononcera une nouvelle décision dans un délai de 15 jours ouvrés Le silence gardé durant ces délais vaut acceptation de la réfaction ou des observations	Présenter la demande de paiement avec la réfaction le cas échéant
			Rejet	Dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations, l'acheteur doit demander au titulaire de présenter ses observations.	Exécuter à nouveau les prestations rejetées
Prestation n° 2 « Appui à la coordination des acteurs locaux de l'intégration »	Les opérations de vérification sont réalisées trimestriellement au regard du compte-rendu des réunions des comités de suivi par département et du compte-rendu des réunions thématiques par département couvert.	30 jours ouvrés à compter de la livraison des comptes rendus et des pièces justificatives correspondantes. Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.	Admission	/	Présenter la demande de paiement
			Ajournement	Dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement : <ul style="list-style-type: none"> - Accepter l'ajournement - Refuser l'ajournement Le silence gardé durant ce délai vaut refus de l'ajournement	Présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de l'acceptation de l'ajournement

			Réfaction	<p>Dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'admission avec réfaction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accepter la réfaction - Formuler des observations sur lesquelles l'acheteur prononcera une nouvelle décision dans un délai de 15 jours ouvrés <p>Le silence gardé durant ces délais vaut acceptation de la réfaction ou des observations</p>	Présenter la demande de paiement avec la réfaction le cas échéant
			Rejet	<p>Dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la livraison ou de l'exécution des prestations, l'acheteur doit demander au titulaire de présenter ses observations.</p>	Exécuter à nouveau les prestations rejetées

Admission : les prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché

Ajournement : les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point.

Réfaction : les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état. Une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées est appliquée.

Rejet : Les prestations ne peuvent être admises en l'état

12 REGLEMENT

12.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire ;
- l'opérateur économique mandataire.

12.2 Avance

12.2.1 Au niveau de l'accord-cadre

Les conditions cumulatives de l'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

12.2.2 Au niveau des marchés subséquents

Conformément au Code, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre sans montant minimum, s'il n'y renonce pas, pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur au seuil de 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance est versée dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification du bon de commande.

12.2.3 Montant de l'avance

Le montant de l'avance est déterminé conformément aux dispositions de l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est prévu par le marché subséquent.

12.2.4 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute dès la première demande de paiement et s'achève lorsque l'avance est intégralement recouvrée.

12.3 Acomptes

Dans le cadre du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Il est rappelé qu'un acompte rémunère un service fait.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R. 2191-32.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois et à 1 mois pour les petites ou moyennes entreprises ou les artisans au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, les sociétés coopératives de production, les groupements de producteurs agricoles, les sociétés coopératives d'artisans, les sociétés coopératives d'artistes ou les entreprises adaptées.

12.4 Paiement

12.4.1 Principe

Les prestations sont rémunérées par application des prix fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement des marchés subséquents aux quantités réellement exécutées.

Le titulaire est informé que tout mois entamé est dû.

12.4.2 Mode de règlement

Les références du compte bancaire ou postal (compte commun en cas de groupement solidaire, un compte pour chaque membre en cas de groupement conjoint) où les paiements devront être effectués, seront indiqués dans l'Acte d'Engagement ; un RIB ou un RIP sera joint.

Conformément au Code, le délai global de paiement ne peut excéder trente jours calendaires à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur ou de la date de décision prise par l'acheteur après les opérations de vérification des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date de décision prise par l'acheteur après les opérations de vérification. Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La mise en œuvre de ce délai interviendra dans les conditions fixées par les articles susmentionnés. Conformément au Code, le retard de paiement donnera lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €. Ces frais sont payés dans un délai de 45 jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

12.4.3 Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

12.5 Modalités de facturation

12.5.1 Contenu de la facture

Conformément à l'article D. 2192-2 du Code, les factures précisent impérativement :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro de l'engagement juridique (EJ) mentionné sur le bon de commande ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire de la prestation 1 et le prix forfaitaire de la prestation 2 ;
- Le montant total de la facture,

- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Plus précisément, la facture précisera :

- 1) le nombre de personnes bénéficiaires de la protection internationale dans les douze premiers mois de leur accompagnement, et toujours accompagnées :
 - dont celles accompagnées durant un mois dans le trimestre,
 - dont celles accompagnées durant deux mois dans le trimestre,
 - dont celles accompagnées pendant trois mois dans le trimestre,
 - dont celles qui ont abandonné le programme et le nombre total de mois d'accompagnement correspondant ;
- 2) le nombre de personnes bénéficiaires de la protection internationale accompagnées entre 13 à 24 mois et toujours accompagnées :
 - dont celles accompagnées durant un mois dans le trimestre,
 - dont celles accompagnées durant deux mois dans le trimestre,
 - dont celles accompagnées pendant trois mois dans le trimestre.
- 3) le forfait proratisé correspondant à la prestation 2.

12.5.2 Modalités de demande de paiement

Les factures seront émises **trimestriellement** après vérification du service fait conformément à l'article 11 du présent document.

La transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
 - soit de déposer ses factures sur le portail ;
 - soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques¹ et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

12.5.3 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires sont, pour chaque bénéficiaire, renseignées dans chaque marché subséquent.

12.5.4 Ordonnateurs

Les ordonnateurs secondaires sont, pour chaque bénéficiaire, renseignés dans chaque marché subséquent.

12.5.5 Spécificité en cas de groupement

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

¹ Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange.

13 ENGAGEMENT ET RESPONSABILITES

13.1 Engagements et obligations

13.1.1 Engagements et obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires de l'accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

Le titulaire est tenu à :

- Une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- Une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le MI, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.
- A maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

13.1.2 Engagements et obligations de l'acheteur

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'administration s'engage à :

- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité.

13.2 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

13.3 Conflits d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Les titulaires et les bénéficiaires du présent accord-cadre s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Avant chaque marché subséquent, le titulaire, co-traitant ou sous-traitant complète l'annexe du CCP certifiant l'absence de conflit d'intérêt ou identifiant les potentiels conflits existants. Elle est communiquée à l'administration sans délai, pour tous les membres de l'équipe mobilisée pour la réalisation des prestations.

L'annexe est également complétée par l'entreprise en tant que personne morale. Cette déclaration est complétée quel que soit le statut de l'entreprise mobilisée : mandataire, co-traitant ou sous-traitant.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de quinze jours et selon les mêmes modalités.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Les titulaires s'engagent à ne pas proposer aux agents publics des récompenses en nature qui auraient pour conséquence le non-respect des principes déontologiques. Sont ainsi proscrits les comportements, actifs ou passifs, visant à bénéficier ou faire bénéficier d'un avantage quelconque par le biais de récompense en nature (repas, invitation hors cadre professionnel, cadeaux individuels, etc.). Toute action de démarchage ou invitation à des événements promotionnels de la part du titulaire auprès des bénéficiaires est prohibée.

Les actions de démarchage ou de prospection sont prohibées.

Les missions effectuées à titre gracieux (dites pro bono) au bénéfice des administrations publiques ne doivent donner lieu à aucune contrepartie. Toute mission pro-bono ou mécénat de compétence doit être autorisée par l'acheteur. Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission pro-bono.

En cas de conflit avéré, les prestations pourront être annulées avant le terme du marché subséquent.

Cette annulation entraînera uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

En cas de non-déclaration de conflit d'intérêt ou de non-respect des obligations du présent article, des pénalités pourront être appliquées. En cas de conflit d'intérêt grave et répété, ou d'absence de déclaration, le marché pourra être résilié.

14 RESILIATION

14.1 Cas de résiliation commun à l'accord-cadre et marchés subséquents

L'acheteur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code.

Aussi, il est fait application des cas de résiliation prévus 39, 40, 41 et 42 du CCAG-FCS.

En outre, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre ou le marché subséquent aux torts du titulaire dans l'hypothèse où le plafond des pénalités est atteint.

Par ailleurs, si au cours de l'exécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent, l'acheteur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du Code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut, l'accord-cadre ou le marché subséquent peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

Enfin, en dehors des cas prévus au CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre sans motif valable à l'appréciation de l'acheteur.

En cas de résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent, l'acheteur public se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis, qui n'ont pas été exécutés en totalité.

14.2 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé à l'article 40.1 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS ou à la suite d'une demande du titulaire donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

14.3 Absence d'indemnisation pour résiliation de motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre ou du marché subséquent pour motif d'intérêt général.

15 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

16 DIFFERENDS

16.1 Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

16.2 Litige

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent document seront réglées conformément aux prescriptions :

- du Code de la commande publique
- du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché, qui n'auront pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable tel que prévu à l'article 46 du CCAG-FCS, relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif compétent:

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

17 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le présent article est réputée non écrite.

Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique dans ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet de la dérogation
3.3	13.3	Cas pour demander une prolongation des délais (élargissement de la possibilité aux circonstances imprévisibles)

4	4.1	Ordre de priorité des documents contractuels
5.1.1 et 5.1.2	3.3	Désignation du représentant de l'acheteur
5.2.1	3.4.3	Remplacement du représentant du titulaire et d'une personne nommément désignée
5.2.2	3.5.4	Remplacement du mandataire en cas de défaillance
6.1.2	3.4.3	Délai remplacement personne nommément désignée
6.4	37	Cession à titre exclusif des résultats
8.3.1	10.2.4	Mois d'établissement du prix initial
9.2.6	3.7.2	Délai pour apporter des observations sur une commande
10.2	14	Absence d'exonération et modification du plafond des pénalités de retard
11	Chapitre 5	Délais de vérification des prestations